

TABLE TRIMESTRIELLE

1999 (126^e année). - Avril - Mai - Juin

Doctrine

- La réforme du droit des étrangers (Commentaire de la loi n° 98-349 du 11 mai 1998 relative à l'entrée et au séjour des étrangers en France et au droit d'asile, dite loi « Chevènement » ou loi « RESEDA ») (2^e partie), par Hugues FULCHIRON 335
- Le droit international privé en Russie et dans les autres États membres de la CEI au seuil du XXI^e siècle, par M.-M. BOGOULAVSKI 413

Variétés

- La sécurité du personnel des Nations Unies recruté sur le plan local, par David RUZIE 435

Jurisprudence

- CHRONIQUE DE JURISPRUDENCE BRÉSILIENNE
par Luiz OLAVO BAPTISTA 445

Extradition

- Demande de la République italienne. — Trafic international de stupéfiants. — Association aux fins de trafic. — Condamnation en première instance au Brésil pour les mêmes faits. — Extradition refusée (*T. suprême fédéral, 19 avr. 1995*) 451
- Demande du Royaume d'Espagne. — Suspension du procès de l'étranger en fuite. — Crime de tentative d'homicide. — Extradition concédée pour l'un des prévenus et procédure suspendue pour l'autre (*T. suprême fédéral, 5 mai 1994*) 449

Immunité de juridiction

- Etat étranger. — Représentation commerciale de RDA (*T. suprême fédéral, 31 mai 1989*) 451

CHRONIQUE DE JURISPRUDENCE DU TRIBUNAL ET DE LA COUR DE JUSTICE DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES, par Claude J. BERR, Yves GAUTIER, Marie-Angèle HERMITTE, André HUET, Frédéric LECLERC, Monique LUBY, Rostane MEHDI	507
--	-----

Concurrence

Aide . — Qualification. — Pouvoir d'appréciation de la Commission (pouvoir restreint). — Aide ou réforme fiscale (TPICE, 27 janv. 1998, aff. T-67/94)	598
Aides d'Etat — Concurrent n'étant pas intervenu à la procédure. — Participation à un groupe de travail pour la préparation du dossier. — Principe de l'investisseur privé en économie de marché (TPICE, 15 sept. 1998, aff. T-11/95)	604
Aides d'Etat. — Exonérations fiscales. — Refus d'ouvrir la procédure. — Notion d'intéressé. — Recevabilité du recours d'un tiers non concurrent. — Acte confirmatif. — Irrecevabilité du recours (TPICE, 16 sept. 1998, aff. T-188/95)	605
Article 85. — Directive n° 91/440. — Transport ferroviaire. — Services de nuit. — Facilités essentielles. — Délimitation du marché. — Accord d'importance mineure. — Notion de regroupement international d'entreprises ferroviaires (TPICE, 15 sept. 1998, aff. T-374 s./94)	590
Article 85. — Organisation professionnelle comme association d'entreprises. — Fixation d'un tarif uniforme par un établissement public. — Critère de la prise en compte de l'intérêt public (CJCE, 18 juin 1998, aff. C-35/96)	585
Article 85. — Règlement n° 123/83. — Revendeurs indépendants. — Action en concurrence déloyale sur le fondement du droit interne. — Vente dans les mêmes locaux ou des locaux différents. — Objectifs de vente (Obligation de moyens) (CJCE, 30 avr. 1998, aff. C-230/96)	584
Article 85. — Règlement n° 1983-83. — Système de distribution sélective limité au territoire communautaire, exemption d'interdiction (oui). — Distribution hors réseau dans des pays tiers. — Interdiction de réimportation. — Restriction de concurrence par nature (non). — Appréciation des effets sur les échanges. — Exemption comme élément justificatif (non) (CJCE, 28 avr. 1998, aff. C-306/96)	583
Article 86. — Entreprise de presse propriétaire du seul système de portage de journaux à domicile. — Position dominante. — Théorie des facilités essentielles (non). — Refus d'accès à un concurrent contre rémunération appropriée. — Possibilité d'autres systèmes de distribution (oui). — Abus (non) (CJCE, 26 nov. 1998, aff. C-7/97)	593
Article 92, paragraphe 3 c). — Aides au secteur aérien. — Aides aux PME. — Prêt accordé par une autorité régionale. — Décision d'incompatibilité. — Recevabilité du recours de l'autorité régionale (oui). — Critère de l'investisseur privé (TPICE, 30 avr. 1998, aff. T-214/95 et T-16/96)	600

Semence de taureau de race pure. — Insémination artificielle. — Distribution et mise en place de la semence provenant d'un autre Etat membre. — Agrément. — Semence porteuse du gène de l'hypertrophie musculaire. — Motif insuffisant pour refuser l'utilisation de cette semence (*CJCE, 19 nov. 1998, aff. C-162/97*) 550

Veaux. — Exportation à partir d'un Etat membre respectueux du bien-être des veaux. — Importation dans un Etat pratiquant des systèmes d'élevage intensif interdits dans l'Etat d'exportation. — Harmonisation exhaustive. — Impossibilité d'invoquer l'article 36 (*CJCE, 19 mars 1998, aff. C-1/96*) 552

Libre circulation des personnes et des services

Accord d'association CEE/Turquie. — Libre circulation des travailleurs. — Article 6, paragraphe 1. — Décision n° 1/80. — Champ d'application. — Notion de « marché régulier de l'emploi ». — Emploi à durée déterminée exercé dans le cadre d'un programme financé par les pouvoirs publics, et ayant pour objet de permettre des personnes dépendant de l'aide sociale de s'intégrer au marché du travail (*CJCE, 26 nov. 1998, aff. C-1/97*) ... 577

Accord d'association CEE/Turquie. — Libre circulation des travailleurs. — Article 7, paragraphe 2. — Décision n° 1/80. — Droit de l'enfant d'un travailleur turc de répondre à toute offre d'emploi dans l'Etat membre d'accueil où il a accompli une formation professionnelle. — Situation de l'enfant terminant sa formation à un moment où son père, qui a exercé un emploi régulier dans l'Etat d'accueil pendant plus de trois ans, est retourné en Turquie (*CJCE, 19 nov. 1998, aff. C-210/97*) 579

Accord de coopération CEE/Algérie. — Article 39, paragraphe 1. — Principe de non discrimination en matière de sécurité sociale. — Effet direct. — Champ d'application. — Allocation pour handicapée (*CJCE, 15 janv. 1998, aff. C-113/97*) 576

Diplômes professionnels. — Directive n° 89/48 CEE. — Système général de reconnaissance des diplômes d'enseignement supérieur. — Champ d'application. — Situation purement interne à un Etat membre (*CJCE, 2 juill. 1998, aff. jointes C-225/96 à C-227/95*) 564

Discrimination en raison de la nationalité. — Allocation d'éducation. — Notion d'avantage social. — Notion de travailleur. — Exigence de possession d'une carte de séjour. — Egalité de traitement. — Libre circulation des travailleurs. — Règlement n° 1612/68, article 7. — Règlement n° 1408/71, article 4. — Articles 6, 8A et 48 du traité (*CJCE, 12 mai 1998, aff. C-85/96*) .. 557

Discrimination en raison de la nationalité. — Régime linguistique applicable aux procédures pénales. — Egalité de traitement. — Libre prestation des services. — Articles 6, 8A et 59 du traité (*CJCE, 24 nov. 1998, aff. C-274/96*) 559

Entrée et séjour dans l'Union. — Libre circulation des personnes. — Champ d'application territorial. — Iles anglo-normandes et île de Man. — Egalité de traitement. — Expulsion (*CJCE, 16 juill. 1998, aff. C-171/96*) 555



- Recours en carence. — Conditions de recevabilité. — Aides d'Etat. — Plainte. — Obligations d'instruction de la Commission. — Délai. — Difficultés sérieuses (*TPICE*, 15 sept. 1998, aff. T-95/96) 541
- Renvoi préjudiciel. — Accord de coopération CEE/Yougoslavie. — Suspension des concessions commerciales. — Dénonciation de l'accord. — Convention de Vienne sur le droit des traités. — Droit international coutumier. — *Pacta sunt servanda*. — *Clause rebus sic stantibus* (*CJCE*, 16 juin 1998, aff. C-162/96) 527
- Responsabilité extracontractuelle. — Responsabilité du fait d'un acte licite. — Caractères du préjudice. — Spécialité et anormalité. — Prise en compte de l'intérêt général (*TPICE*, 28 avr. 1998, aff. T-184/95) 523

Libre circulation des marchandises

- Abeilles. — Abeilles d'une certaine espèce. — Interdiction de détenir d'autres espèces d'abeilles sur une île. — Mesure d'effet équivalent. — Justification en vertu de l'article 36 du traité (*CJCE*, 3 déc. 1998, aff. C-67/97) 549
- Achat de lunettes et soins médicaux. — Frais engagés dans un autre Etat membre. — Remboursement par une Caisse de sécurité sociale. — Nécessité d'une autorisation préalable. — Entrave à la libre circulation des marchandises et des services (*CJCE*, 28 avr. 1998, aff. C-120/95. — 28 avr. 1998, aff. C-158/96) 545
- Dentifrice. — Produit cosmétique. — Substance pharmacologique active. — Harmonisation de la législation. — Publicité attribuant à un produit des caractéristiques qu'ils ne possède pas. — Impossibilité d'interdiction (*CJCE*, 28 janv. 1999, aff. C-77/97) 548
- Emissions sonores d'aéronefs. — Protection de l'environnement. — Normes nationales plus sévères que les normes communautaires. — Première immatriculation. — Avions déjà immatriculés dans un autre Etat membre (*CJCE*, 14 juill. 1998, aff. C-389/96) 547
- Location de vidéodisques. — Mise en location de copies d'une oeuvre cinématographique. — Autorisation donnée dans un Etat membre par le titulaire du droit de location. — Interdiction dans un autre Etat membre. — Compatibilité avec l'article 30 du traité CE (*CJCE*, 22 sept. 1998, aff. C-61/97) 554
- Préparations à base de foie gras. — Conditions d'utilisation de cette dénomination. — Produits légalement commercialisés dans les autres Etats membres. — Absence d'une clause de reconnaissance mutuelle. — Manquement de la France aux obligations découlant de l'article 30 du traité CE (*CJCE*, 22 oct. 1998, aff. C-184/96) 546
- Produits phytopharmaceutiques et biocides. — Nécessité d'un agrément national. — Autorisation de mise sur le marché. — Obligation de tenir compte des analyses ou des essais déjà effectués dans un autre Etat membre (*CJCE*, 17 sept. 1998, aff. C-400/96) 553

Pourvoi contre un arrêt du Tribunal. — Nécessité d'une argumentation nouvelle. — La Cour ne réexamine ni les faits ni les preuves obtenues régulièrement (<i>CJCE, 28 mai 1998, aff. C-7/95 P</i>)	580
Service public universel. — Postes publiques et entreprises privées de réexpédition de messages. — Repostage. — Atteinte au monopole postal (non). — Rejet d'une plainte. — Défaut d'intérêt communautaire (cessation de l'infraction) (<i>TPICE, 16 sept. 1998, aff. T-133 et 204, 110/95</i>)	588
Convention de Bruxelles du 27 septembre 1968	
Compétence judiciaire. — Articles 5 ^{1°} ; 5 ^{3°} , 6 ^{1°} et 22. — Nature contractuelle ou délictuelle de l'action contre le transporteur maritime réel. — Connexité (<i>CJCE, 27 oct. 1998, aff. C-51/97</i>)	625
Compétence judiciaire. — Contrat comportant une clause d'arbitrage. — Demande en référé d'une mesure provisoire (paiement à titre de provision). — Articles 1 (alinéa 2), 3, 5 et s., 24 (<i>CJCE, 17 nov. 1998, aff. C-391/95</i>)	613
Compétence judiciaire. — Litispendance. — Article 21. — Notion de « mêmes parties » (<i>CJCE, 5^e ch., 19 mai 1998, aff. C-351/96</i>)	608
Institutions et ordre juridique communautaire	
Accès à l'information. — Principe de transparence. — Interprétation des décisions 94/90/CECA, CE, Euratom de la Commission et 93/731/CE du Conseil (<i>TPICE, 6 févr. 1998, aff. T-124/96. — 19 mars 1998, aff. T-83/96. — 17 juin 1998, aff. T-174/95</i>)	514
Institutions communautaires. — Commission des Communautés européennes. — Principe de collégialité. — Portée. — Avis motivé dans le cadre de la procédure en constatation de manquement. — Pouvoirs d'exécution de la Commission. — Notion d'exécution (<i>CJCE, 29 sept. 1998, aff. C-191/95. — 19 nov. 1998, aff. C-159/96</i>)	511
Pourvoi. — Recours en annulation. — Personnes physiques et morales. — Acte les concernant directement et individuellement. — Environnement (<i>CJCE, 2 avr. 1998, aff. C-321/95 P</i>)	521
Primauté. — Répétition de l'indu. — Autonomie procédurale. — Délais procéduraux nationaux. — Intérêts moratoires. — Sort d'une imposition nationale incompatible avec le droit communautaire (<i>CJCE, 15 sept. 1998, aff. C-231/96, C-260/96 C-279/96, C-280/96 et C-281/96. — 22 oct. 1998, aff. C-10/97 à C-22/97. — 17 nov. 1998, aff. C-228/96</i>)	531
Recours en annulation. — Accords internationaux. — Annulation de l'acte de conclusion. — Autonomie de l'ordre juridique communautaire. — Principes du droit international coutumier (<i>CJCE, 10 mars 1998, aff. C-122/95</i>)	518
Recours en annulation. — Lien individuel. — Participation à une procédure de décision. — Principe de démocratie. — Accord sur la politique sociale (<i>TPICE, 17 juin 1998, aff. T-135/96</i>)	536

Article 92. — Aide non notifiée. — Délai raisonnable pour prendre la décision. — Détermination au cas par cas. — Prise en compte des difficultés de l'affaire (<i>TPICE, 15 sept. 1998, aff. T-95/96</i>)	604
Article 92-1. — Non assujettissement d'une entreprise au droit commun du travail. — Aide (non). — Avantage accordé sans transfert de ressource publique (<i>CJCE, 7 mai 1998, aff. C-52/97 s.</i>)	597
Article 93, paragraphe 3 c). — Droits des concurrents de l'entreprise aidée. — Droit d'être associés. — Contenu de la communication de griefs. — Secret des affaires, plan de restructuration (oui). — Aide au rajeunissement de la flotte. — Restructuration. — Métier de base, activités annexes (<i>TPICE, 25 juin 1998, aff. T-371 et 394/94</i>)	602
Articles 5, 85, 86, 90. — Entreprise chargée d'un service d'intérêt économique général. — Services portuaires de lamanage (oui). — Inclusion du coût du service universel. — Légitimité (oui). — Participation des entreprises à la consultation précédant la fixation des tarifs par les pouvoirs publics. — Accord sur les prix (non). — Modalités de calcul générales et objectives aboutissant à la fixation des tarifs (<i>CJCE, 18 juin 1998, aff. C-266/96</i>)	586
Articles 86, 90. — Entreprise chargée d'un service d'intérêt économique général. — Incinération de déchets dangereux. — Législation interdisant le transfert de déchets à moins d'un traitement plus performant. — Inadmissibilité (<i>CJCE, 25 juin 1998, aff. C-203/96</i>)	587
Articles 86, 90. — Entreprise publique. — Monopole de placement de la main d'œuvre temporaire. — Abus de position dominante (oui). — Situation de conflit d'intérêts (<i>CJCE, 12 févr. 1998, aff. C-163/96</i>)	593
Articles 92-93. — Privatisation de certaines activités de la Poste. — Aide (non). — Etendue des droits de la défense des tiers intéressés. — Phase préliminaire, phase d'examen (<i>CJCE, 2 avr. 1998, aff. C-367/95</i>)	596
Concentration. — Irrecevabilité du recours portant sur une simple obligation de négociation. — Concentration avec une entreprise en état d'insolvabilité. — Prévention des positions dominantes collectives (<i>CJCE, 31 mars 1998, aff. C-68/94 et C-30/95</i>)	594
Droit d'auteur et droits voisins. — Directive n° 92/100. — Validité (oui). — Droit de location (nature). — Epuisement des droits. — Principe de libre exercice d'une activité professionnelle. — Restrictions répondant à des objectifs d'intérêt général (<i>CJCE, 28 avr. 1998, aff. C-200/96. — 22 sept. 1998, aff. C-61/97</i>)	606
Notion d'accord et pratiques concertées. — Infraction complexe et unique. — Nécessité de démontrer la participation de chaque entreprise à chaque élément de l'infraction complexe. — Absence de compte rendu des réunions. — Présomption de participation. — Renversement de la charge de la preuve (<i>TPICE, 14 mai 1998, aff. T-295/94 et autres</i>)	581

Jugement étranger

- Décision allemande. — Pension alimentaire pour enfants mineurs. — Demande d'homologation. — Décision antérieure brésilienne, fixant une obligation identique. — Offense à la souveraineté nationale. — Homologation refusée (*T. suprême fédéral, 22 oct. 1992*) 446
- Décisions originaires des pays de Mercosul. — Homologation (*T. suprême fédéral, 3 avr. 1997*) 448
- Divorce. — Décision rendue au Royaume Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord. — Défaut de preuve des exigences légales pour l'homologation. — Compétence du juge ayant prononcé la décision. — Ordre public 448
- Divorce. — Décision rendue dans l'Illinois, Etats-Unis d'Amérique. — Allégation de défaut d'authentification de la décision étrangère. — Défaut de force de chose jugée. — Homologation accordée (*T. suprême fédéral, 11 oct. 1995*) 447

- ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE. CHRONIQUE DU REGLEMENT DES DIFFERENDS (1996-1998), par Hélène RUIZ FABRI 453

Accès au marché

- Distribution. — Produits similaires. — Traitement moins favorable (*Groupe spécial, 31 mars 1998*) 489

Applicabilité des accords de l'OMC

- Accord sur les subventions et les mesures compensatoires. — Non-rétroactivité. — Droit transitoire (*Organe d'appel, 14 févr. 1997*) 464

Brevets

- Protection de la propriété intellectuelle. — Systèmes provisoires de protection (*Groupe spécial, 24 août 1998*) 496
- Protection de la propriété intellectuelle. — Systèmes provisoires de protection. — Compétence du groupe spécial. — Attentes légitimes (*Organe d'appel, 19 déc. 1997*) 478

Charge de la preuve

- Mesures de sauvegarde transitoires. — Textiles. — Préjudice grave (*Organe d'appel, 25 avr. 1997*) 466

Classement tarifaire

- Matériel de réseau local. — Portée des concessions tarifaires. — Attentes légitimes (*Organe d'appel, 5 juin 1998*) 490

Contingent tarifaire

- Licences d'importation. — Mesure de sauvegarde spéciale (*Organe d'appel, 13 juill. 1998*) 493

JOURNAL DU DROIT INTERNATIONAL

paraissant tous les trois mois

FONDÉ EN 1874

par

EDOUARD CLUNET

Continué

de 1923 à 1948

par

ANDRE PRUDHOMME

de 1950 à 1993

par

BERTHOLD GOLDMAN

Directeur :

PHILIPPE KAHN

Sous le haut patronage de

J. BEGUIN, P. BELLET, J.-D. BREDIN, J. DEHAUSSY

P. DRAI, M. GAUDET, M. LONG,

M. MARTIN, R. PINTO, S. ROZÈS,

J. VASSOGNE, P. WEIL



**EDITIONS DU
JURIS-CLASSEUR**

141, rue de Javel

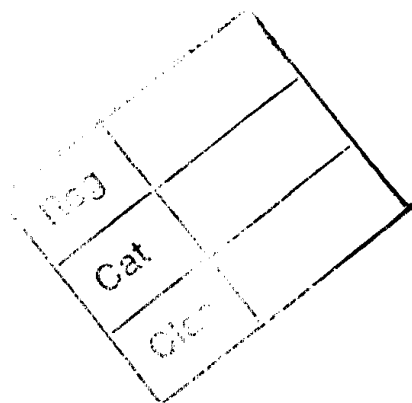
75747 PARIS Cedex 15

1999

Journal publié avec le concours du CNRS

Libre prestation des services. — Remboursement des frais médicaux engagés dans un autre Etat membre. — Autorisation préalable de la caisse compétente. — Santé publique. — Soins dentaires — Articles 59 et 60 du traité (*CJCE, 28 avr. 1998, aff. C-158/96*) 572

BIBLIOGRAPHIE ET REVUE DES REVUES	637
INFORMATIONS	657



19 SET. 2006

Liberté d'établissement. — Impôt sur les sociétés. — Transfert d'une société à une autre, au sein d'un groupe, du droit à un dégrèvement fiscal pour pertes commerciales. — Condition tenant à la résidence des sociétés composant le groupe. — Discrimination en raison du siège. — Article 52 du traité (<i>CJCE, 16 juill. 1998, aff. C-264/96</i>)	570
Liberté d'établissement. — Permis de conduire. — Obligation d'échange. — Contrôle des sanctions prévues par le droit national. — R ressortissant d'un pays tiers. — Directives n° 80/1263 et 91/439 (<i>CJCE, 29 oct. 1998, aff. C-230/97</i>)	571
Libre circulation des travailleurs. — Convention collective pour les travailleurs du secteur public. — Avancement à l'ancienneté. — Expérience professionnelle acquise dans un autre Etat membre. — Article 48, paragraphes 1 et 4 du traité. — Règlement n° 1612/68, article 7 (<i>CJCE, 15 janv. 1998, aff. C-15/96</i>)	561
Libre circulation des travailleurs. — Discrimination en raison de la nationalité. — Droit de séjour. — Obligation de détenir des documents d'identité. — Sanctions. — Articles 48, 52 et 59 du traité. — Directive n° 68/360, article 4. — Directive n° 73/148, article 4 (<i>CJCE, 30 avr. 1998, aff. C-24/97</i>)	565
Libre circulation des travailleurs. — Liberté d'établissement. — Libre prestation des services. — Activité de sécurité privée. — Condition de nationalité. — Articles 48, 52 et 59 du traité (<i>CJCE, 29 oct. 1998, aff. C-114/97</i>)	568
Libre circulation des travailleurs. — Personne travaillant dans le secteur public d'un Etat membre. — Reconnaissance mutuelle des périodes de service effectuées dans le service public d'un autre Etat membre. — Article 48, paragraphes 1 et 4 du traité. — Règlement n° 1612/68, article 7 (<i>CJCE, 12 mars 1998, aff. C-187/96</i>)	561
Libre circulation des travailleurs. — Prestations de chômage. — Attribution de points de retraite complémentaire. — Conditions de licenciement. — Travailleurs frontaliers. — Article 48 du traité. — Règlement n° 1612/68, article 7 (<i>CJCE, 24 sept. 1998, aff. C-35/97</i>)	563
Libre circulation des travailleurs. — Prestations en faveur des familles nombreuses. — Discrimination. — Règlements n° 1408/71 et 1612/68. — Application (<i>CJCE, 29 oct. 1998, aff. C-185/96</i>)	560
Libre circulation des travailleurs. — Réglementation nationale obligeant les personnes morales de nommer un gérant résidant dans le pays. — Discrimination indirecte. — Article 48 du traité (<i>CJCE, 7 mai 1998, aff. C-350/96</i>)	565
Libre circulation des travailleurs. — Travailleurs frontaliers. — Convention bilatérale préventive de double imposition. — Obligation d'égalité de traitement. — Articles 6, 48 et 220 du traité (<i>CJCE, 12 mai 1998, aff. C-336/96</i>)	567
Libre prestation des services. — Libre circulation des capitaux. — Fiscalité de l'épargne constituée sous forme d'assurance-vie. — Législation d'un Etat membre instaurant des régimes d'imposition distincts selon le lieu d'établissement de l'entreprise prestataire de services. — Articles 59 et 73 B du traité (<i>CJCE, 28 avr. 1998, aff. C-118/96</i>)	575

Droits de douane

- Droits spécifiques. — Taux consolidés. — Règles de procédure.
— Preuve. — Engagements au titre du FMI (*Organe d'appel, 27 mars 1998*) 486

Exception

- Prohibition à l'importation. — Protection de l'environnement.
— Espèces biologiques (*Organe d'appel, 12 oct. 1998*) 496

Interprétation et statut des exceptions

- Traitement moins favorable de produits importés. — Exception
pour cause de protection de l'air. — Champ de l'appel. — Portée
du contrôle (*Organe d'appel, 29 avr. 1996*) 454

Mesure de sauvegarde transitoire

- Restrictions quantitatives. — Textiles. — Date légale d'effet
(*Organe d'appel, 5 févr. 1997*) 462

Mesures sanitaires

- Principe de précaution. — Règles de procédure. — Preuve. —
Portée du contrôle (*Organe d'appel, 16 janv. 1998*) 481
- Prohibition à l'importation. — Preuve scientifique. — Portée
du contrôle (*Organe d'appel, 20 oct. 1998*) 501

Non-discrimination entre produits nationaux et produits importés

- Régime fiscal. — Similarité ou substituabilité des produits
(*Organe d'appel, 4 oct. 1996*) 458

Portée d'un régime dérogatoire

- Convention de Lomé. — Intérêt à agir. — Procédure — Parti-
cipation des personnes privées. — Articulation entre accords de
l'OMC (*Organe d'appel, 9 sept. 1997*) 472

Règles de contenu local

- Subventions spécifiques. — Traitement moins favorable de pro-
duits étrangers similaires. — Préjudice grave (*Groupe spécial, 2 juill. 1998*) 492

Règles spéciales de règlement des différends

- Antidumping (*Organe d'appel, 2 nov. 1998*) 503

Restrictions à l'importation

- Périodiques. — Distinction marchandise/service. — Produits
similaires (*Organe d'appel, 30 juin 1997*) 469